

## **L'union nationaliste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : mythe ou réalité ?**

La première consultation électorale à laquelle les Malgaches ont participé date de 1939. Il s'agit de désigner le représentant des autochtones dans une assemblée métropolitaine. Certes, le délégué ne possède pas un large pouvoir notamment dans le domaine politique – le CSFOM étant une assemblée consultative. Mais l'enjeu n'en reste pas moins d'une grande importance pour la majorité des Malgaches. En fait, pour la première fois, le processus démocratique, incarné par les élections, fait son apparition dans la Grande Ile. Et pour les nationalistes, c'est un moyen légal pour faire connaître les aspirations du peuple et notamment son rejet du système colonial. C'est pour cette raison que cette élection a plus de portée que prévu.

### **1- Les élections au Conseil Supérieur de la France d'Outre-mer : un tournant politique**

Depuis 1921, ce sont les Délégations Economiques et Financières, composées d'Européens et de quelques Malgaches triés sur le volet, qui constituent la représentation de la population malgache. Il est évident que ces délégations ne forment pas une assemblée politique et leurs délibérations revêtent une forme consultative et jamais délibérative. En fait, le Gouverneur Général peut passer outre à leurs avis et leurs recommandations.

Quant au Conseil Supérieur de la France d'Outre-mer, il comprend comme membres élus, depuis 1932, en dehors des parlementaires coloniaux et délégués élus par les citoyens français des divers territoires coloniaux ou pays sous protectorat, un représentant des populations autochtones de la Cochinchine, désigné au suffrage restreint<sup>1</sup>. Et dès 1937, le Gouvernement français a émis l'idée d'élargir cette représentation au profit des Malgaches car il « paraît à la fois équitable et conforme à l'intérêt général que les diverses populations indigènes de notre empire colonial soient appelées, *dès que leur degré d'évolution permet d'instaurer en leur faveur une représentation*, à faire entrer leur voix au sein de l'Assemblée coloniale »<sup>2</sup>.

Il est évident qu'on est encore dans ce discours colonial fidèle à la « mission civilisatrice ». Dans ce cas, cette nouvelle opportunité devient un « privilège » que la France accorde à ses colonies en reconnaissance de l'évolution qu'elle leur a insufflée. D'ailleurs, la

presse française et malgache de l'époque ne tarit pas d'éloges sur cette œuvre qui montre « le libéralisme français »<sup>3</sup>. Cette première convocation des électeurs constitue donc un moment fort dans l'évolution politique de Madagascar. Et elle a été saluée à sa juste valeur par l'opinion publique, européenne ou malgache – même si cette dernière juge qu'un seul délégué pour plus de trois millions de personnes reste insuffisant<sup>4</sup>.

Des mois avant le jour du scrutin, l'atmosphère politique est en effervescence. *Le Journal de Madagascar* témoigne qu'« une fermentation considérable s'est opérée dans tous les milieux malgaches au sujet de l'élection (...). Dans les officines des journaux, dans les bureaux de fonctionnaires, dans les salons, et jusque dans les rues, on en parle, et beaucoup, c'est un fait »<sup>5</sup>. Le 14 Mai, les bureaux de vote connaissent une influence particulière et certains électeurs, notamment ceux de la Capitale, ont dû attendre deux heures avant d'avoir pu exprimer leur choix<sup>6</sup>. Et le même jour, la population notamment tananarivienne a consenti volontairement d'attendre très tard pour savoir les premiers résultats du vote.

En fait, cette attention particulière s'explique par l'ampleur de la campagne électorale, un rituel que les Malgaches n'ont jamais connu auparavant. Elle est d'autant plus âpre que quatorze candidats sont en lice. Parmi eux, on compte des personnalités importantes connues de la population, des notables (Rasamoely-Rainizafimanga, Rajohanesa Philippe) ou encore des vieux routiers du mouvement d'émancipation tels que Paul Ranaivo, Raseta ou encore Ravelojaona. Et les débats électoraux, loin d'être timides, s'invitent dans tous les milieux. Chaque numéro de journal comporte des analyses sur le scrutin, des tracts sont distribués et diffusés<sup>7</sup>, des conférences sont organisées un peu partout. Par exemple, Philippe Rajohanesa a chargé l'Agence de publicité Hannebique de s'occuper de sa campagne moyennant 3.000 francs d'honoraires<sup>8</sup>. Et à un moment donné, il est même question, pour lui, « de lancer par avion des tracts de propagande »<sup>9</sup>. Quant à Rasamoelina-Ranizafimanga, « il bat tous les quartiers de la ville pour essayer de récolter des voix »<sup>10</sup>.

D'une manière générale, le financement est assuré par les membres de comités électoraux des candidats ou par ces derniers eux-mêmes. Quand ils bénéficient du soutien des organisations comme les syndicats ou les associations diverses, ces dernières leur apportent un apport financier non négligeable. Finalement, la campagne électorale est très animée dans les centres urbains et en particulier à Tananarive. Par contre, dans le milieu rural, à part quelques conférences tenues par certains propagandistes, force est de constater qu'à l'absence des structures comme les sections syndicales et la presse, la campagne reste calme. D'ailleurs, dans certaines villes comme Tamatave, aucun candidat n'a mené campagne à un mois du scrutin<sup>11</sup>. Ainsi, les électeurs s'y contentent de lire la presse, principale source d'informations.

## 2- Les journaux : apôtres de la division

En 1939, aucun parti politique n'existe encore dans la Grande Ile. Et à part les structures appartenant au mouvement d'émancipation malgache créées bien avant le scrutin, aucune formation politique, capable d'encadrer des électeurs et de canaliser leur vote, ne fonctionne. Certes des groupes comme celui des communistes du PCRM ou encore certaines associations proches de la Mission catholique ont présenté des candidats. Mais finalement, ce sont les journaux qui vont jouer le rôle dévolu à une machine électorale : celui de donner l'investiture aux différents candidats.

Ainsi, chaque prétendant au poste de délégué est patronné par un journal. Jean Rajaona décide lui-même de relancer *Le Malgache*, à un prix réduit de 0,25 franc au lieu de 0,50 franc habituel<sup>12</sup>, pour le soutenir alors qu'il bénéficie déjà du soutien de *Lakroan'i Madagascar* et de *Isan'Andro*. Quant à Rajohanesa, sa candidature est lancée par *Madagasikara Vaovao*. Ranaivo Paul est le candidat attitré du *Mongo*, du *Prolétariat Malgache* et du *Fanilon'ny Mpiasa*. De son côté, *Takariva* recommande un certain nombre de candidats dont Ravelojaona, Rasamoely-Rainizafimanga et Rakotomahanina Philippe.

Le cas de *Ny Rariny* est représentatif de ce rôle de structure d'investiture qu'ont joué les journaux. En fait, il a d'abord loué les qualités du pasteur Ravelojaona, « mais ayant vu que *les autres journaux avaient des candidats à eux, et comme honteux de ne pas en avoir présenté*, ce périodique a fait volte-face et critiqué avec acerbité la candidature de ce même Pasteur »<sup>13</sup>. Il jette alors son dévolu sur Ramanampisoa David et Ribera-Legue, un de ses rédacteurs, avant de patronner officiellement la candidature de Raseta.

Mais ce rôle de la presse est largement critiqué par l'opinion et par certains journaux eux-mêmes. En effet, quelques « journaux de la Capitale sont payés par les candidats riches pour faire une chaleureuse propagande en leur faveur, et décider les électeurs à voter pour eux. Au lieu de penser aux intérêts de leur patrie, les journalistes intéressés n'ont que le souci de remplir leurs poches »<sup>14</sup>. Un tel constat montre bien que le processus électoral constitue une nouveauté politique pour la majorité des Malgaches y compris les leaders d'opinion. Alors que la presse inaugure un rôle qu'il va jouer pleinement à partir des consultations électorales de l'après-guerre, en 1939 elle est fortement critiquée d'avoir un parti-pris. Quoi qu'il en soit, le patronage des journaux provoque une multiplication des candidatures largement jugée comme source de division<sup>15</sup>.

## Paul Ranaivo : candidat des communisants

Pour les nationalistes malgaches, cette consultation de 1939 constitue un outil intéressant leur permettant d'avancer leurs principales revendications – d'une manière générale, ils sont encore assimilationnistes et le point essentiel de leur requête est la naturalisation en masse en vertu de la loi d'annexion du 6 août 1896<sup>16</sup>.

Et à l'annonce de la tenue du scrutin, les principales figures nationalistes, très actives dès les années 1930 à côté de Ralaimongo, du SRI et du PCRM, décident de proposer leur propre candidat. D'ailleurs, elles pensent que cette consultation constitue un grand changement qui « a été provoqué par nos campagnes politiques et articles de presse »<sup>17</sup>. Ainsi le Groupe de Tsaralalana – parfois appelé aussi les militants du Front Populaire – composé de Randriambololona, de Ravoahangy, de Paul Ranaivo, de Rabetsitonta, de Bernard Raveloson, de Rakotondrazaka... se réunit le 9 mars 1939. Le but de cette réunion est de choisir un candidat de « gauche » comme délégué malgache au CSFOM<sup>18</sup>. Il est décidé de présenter à ce poste Randrianarivony mieux connu sous le nom de Paul Ranaivo, Eloi Andriananjaina et Bernard Raveloson. Dans la mesure où l'union reste le maître mot de chaque groupement politique, il est décidé de ne présenter qu'un seul candidat parmi les trois prétendants. Une « primaire » est ainsi organisée le 11 mars 1939. Les principaux journaux du mouvement d'émancipation malgache ont ainsi envoyé des représentants. Et lors de la réunion du 9 Mars, il est convenu que *Ny Rariny*, *Mongo*, *Le Proletariat Malgache* et *Fanilon'ny Mpiasa* auront à désigner un candidat commun. La propagande ainsi que les moyens financiers doivent également être pris en charge ensemble. Les candidatures de Ravoahangy et de Ralaimongo sont écartées car ils encourent encore des condamnations qui les rendent inéligibles. Vingt « grands électeurs » issus de ces journaux participent au vote et Paul Ranaivo l'emporte par onze voix contre huit à Eloi Andriananjaina et une abstention<sup>19</sup>.

Mais déjà, cette « gauche autonomiste malgache » présente des fissures. *Ny Rariny* veut une candidature multiple en vue d'un ballottage « dont nous profiterons, en nous groupant en un seul bloc au deuxième tour de scrutin. (...) Choisissez votre candidat, le journal *Ny Rariny* aura le sien »<sup>20</sup>. Ainsi, Paul Ranaivo ne profite pas du soutien du journal de Jules Ranaivo qui décide de présenter Raseta.

Il s'agit, sans doute, d'une lutte de leadership dans la mesure où ces personnalités politiques appartiennent à un même courant d'idées. D'ailleurs, les programmes du futur député Raseta et celui du président du PCRM, Paul Ranaivo, sont quasiment les mêmes. L'un et l'autre se présentent comme les dignes successeurs des figures nationalistes très connues,

en particulier Ralaimongo et Ravoahangy. Ils déclarent même leur longue lutte ponctuée par des peines d'emprisonnement ou de mise en résidence surveillée, « les galons » d'un parfait nationaliste et les marques de son abnégation et son dévouement pour la patrie. Autre point commun : pendant leur propagande respective, l'un comme l'autre ont fortement attaqué les candidats « administratifs » notamment Rajohanesa.

### **Rajohanesa : candidat administratif**

En fait, la candidature de ce notable Betsileo est vigoureusement critiquée par ses adversaires et en premier lieu par les nationalistes. « Je fais l'objet, au cours de la campagne électorale, d'attaques très violentes de la part de mes adversaires et de certains journaux, entre autres *Ny Rariny* et *Mongo*. On me reproche de montrer de l'animosité à l'égard des Hova et d'avoir demandé en 1916 l'expulsion de ces derniers de la Province d'Ambositra »<sup>21</sup> se plaint Rajohanesa. Ses affiches, apposées dans la ville de Tananarive, sont arrachées et ses conférences perturbées par les partisans de certains candidats<sup>22</sup>.

En fait, Rajohanesa est l'archétype même d'un homme qui doit son ascension sociale à la bienveillance de l'administration coloniale. Originaire de Fandriana, il est président des très officielles Délégations Economiques et Financières et a acquis de nombreuses décorations : chevalier de la Légion d'Honneur, chevalier de l'Etoile d'Anjouan, Mérite indigène, Médaille de l'Alliance française, 14 Honneurs. Son programme est ainsi très proche de la politique sociale que la France mène déjà à Madagascar (développement de l'enseignement, amélioration de la santé publique...) mais ignore complètement les revendications politiques essentielles<sup>23</sup>.

Et pour se faire élire, Rajohanesa inaugure une arme politique que certains partis des années 1940 et 1950 vont utiliser pour faire avancer leur cause : l'arme ethnique. Ainsi, son comité électoral, présidé par Ratsimba-Rajaonary, a « adressé une lettre imprimée à des indigènes en vue, originaires du Betsileo, fonctionnaires et civils, recommandant en substance que "Les compatriotes habitant Tananarive se groupent en vue de mener à bien l'élection de Philippe Rajohanesa. Nous vous demandons de grouper autour de vous, dans le même but, les compatriotes de votre région. Il s'agit de faire obtenir le plus possible de voix à Philippe Rajohanesa »<sup>24</sup>.

L'argument ne manque pas de soulever l'indignation de la presse notamment nationaliste. Pour elle, les candidats « commettraient une lourde faute si, poussés par un esprit de clan, ils se présentaient comme candidats hova, betsimisaraka, betsileo, sakalava, etc. Ils doivent au

contraire solliciter les suffrages de leurs compatriotes uniquement comme CANDIDATS MALGACHES»<sup>25</sup>. En effet, d'une manière plus ou moins unanime, la majorité de la population tend à considérer le futur délégué comme celui qui doit « soutenir les revendications de tous les habitants de la Grande Ile sans distinction de race ni d'origine »<sup>26</sup>. C'est dans ce sens que la stratégie de Rajohanesa est fortement décriée. D'ailleurs, *Ny Rariny*, confirme qu'il est « anti-hova, il aurait demandé l'expulsion de ceux qui habitent Ambositra »<sup>27</sup>. Et pour *Mongo*, c'est un « candidat des agents de la Sûreté » qui bénéficie des appuis directs de ceux-ci notamment dans le milieu rural. « Mieux vaut s'abstenir que de voter pour un comparse, genre *mpitsikilo* et consorts, qui n'hésitera pas, sans doute, à vendre la patrie »<sup>28</sup> conseille le journal aux électeurs.

Ainsi, cette consultation de 1939 constitue un apprentissage de la vie politique pour les divers courants d'idées existant à Madagascar tout au long de la période coloniale – et même lors de la période républicaine. C'est lors de cette élection que des expressions comme « candidat administratif », « vendus aux colons » ou encore « candidats des missions »... apparaissent. Des pratiques politiques, allant de la diffusion des tracts à la dénonciation des « traîtres à la nation » y sont largement expérimentées. L'appel à l'union nationaliste y est également lancé pour la première fois. C'est un signe que le mouvement d'émancipation, devenu par ailleurs plus visible, commence à se fissurer dangereusement. La création des premiers partis politiques au lendemain de la guerre le fera éclater en morceaux.

**Lahiniriko Denis Alexandre**

**Université d'Antananarivo – Madagascar**

---

<sup>1</sup> Dépêche ministérielle n°71 CS du 8 juin 1937, Antananarivo, *ARM*, D 481.

<sup>2</sup> *Ibid.* C'est nous qui soulignons.

<sup>3</sup> *Le Journal de Madagascar* du 14 mars 1939.

<sup>4</sup> *Le Prolétariat Malgache* du 23 juin 1939.

<sup>5</sup> *Le Journal de Madagascar* du 1<sup>er</sup> avril 1939.

<sup>6</sup> *Ny Fandrosoam-Baovao* du 17 Mai 1930.

<sup>7</sup> Jean Rajaona a fait apposer dans la capitale des affiches de propagande sur lesquelles figure son portrait. Son comité de soutien a fait imprimer près de dix mille exemplaires. Renseignements du 5 Mai 1939, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19.

<sup>8</sup> Renseignements du 6 avril 1939, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> Renseignements de la Sûreté Générale, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19.

<sup>11</sup> Extrait de note de renseignements, Service des Recherches de Tamatave, 3 avril 1939, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19.

<sup>12</sup> Renseignements du 20 avril 1939, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19.

<sup>13</sup> Note de Renseignements, 12 avril 1939, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19. C'est nous qui soulignons.

<sup>14</sup> *Mongo* du 11 avril 1939.

<sup>15</sup> *L'Echo Malgache* du 24 mars 1939.

<sup>16</sup> Ce programme est celui de Paul Ranaivo et de Raseta, les deux candidats du milieu nationaliste tananarivien.

<sup>17</sup> Renseignements du 13 mars 1939, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> Renseignements du 14 mars 1939, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> Renseignements du 9 avril 1939, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19.

<sup>22</sup> Cette stratégie sera abondamment utilisée par le MDRM lors des différentes consultations d'après-guerre.

<sup>23</sup> Renseignements du 18 mars 1939, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 19.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> *L'Echo Malgache* du 24 mars 1939. En capitales dans le texte.

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Ny Rariny* du 30 mars 1939.

<sup>28</sup> *Mongo* du 4 avril 1939.